

Point de Presse du Conseil d'Etat

20 juin 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
L'avenir du domaine de Penthes se précise	4
Condoléances suite au décès du prince héritier d'Arabie saoudite Nayef ben Abdel Aziz	4
Région transfrontalière	5
Le Conseil d'Etat s'engage en faveur de la construction de l'agglomération.....	5
Genève	6
Félicitations adressées à M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat élu	6
Initiative pour la suppression des allègements fiscaux : pour une invalidation partielle et un rejet du texte au profit d'un contreprojet	6
Administration cantonale : succès du programme de gestion des absences de courte durée	8
Premier feu vert au barrage de Conflan.....	8
Le Groupe de confiance étend ses activités à l'office cantonal des assurances sociales	9
Développement immobilier de Lancy – Pont-Rouge : promesse de vente de terrains CFF à l'Etat de Genève.....	9
Adoption d'un nouveau règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières.....	10
Approbation des modifications du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève	10
Modification de la frontière Lancy-Onex	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

L'avenir du domaine de Penthes se précise

Faisant suite à l'appel à projets lancé en juillet 2011 concernant l'avenir du domaine de Penthes et la création d'un centre pour la coopération mondiale, le Conseil d'Etat a décidé de suivre les conclusions de la commission *ad hoc*, qui a estimé que sur les huit projets reçus, deux méritaient d'être approfondis. Il s'agit du projet « Centre de Penthes », présenté par l'Institut de hautes études internationales et de développement (IHEID), et du projet « Domaine de Penthes – Centre pour la Coopération Mondiale » de l'Université de Genève, de la Fondation pour l'histoire des suisses dans le monde, du Groupe H et d'Implenia.

Le Conseil d'Etat a décidé d'inviter les deux candidats retenus à collaborer afin de présenter, d'ici au 30 septembre 2012, un projet commun qui réponde pleinement aux critères énoncés dans le [cahier des charges](#).

Le Conseil d'Etat avait lancé cet appel à projets en vue de définir l'affectation future du domaine de Penthes en réponse à la [motion M 1971 du Grand Conseil](#). En outre, le contrat d'usufruit dont bénéficiait depuis près de 30 ans la Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde a pris fin au 31 janvier 2012 (voir [point de presse du 5 mai 2011](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Condoléances suite au décès du prince héritier d'Arabie saoudite Nayef ben Abdel Aziz

C'est avec tristesse et émotion que le Conseil d'Etat a appris le décès à Genève du prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, Nayef ben Abdel Aziz.

Le prince Nayef Ben Abdel Aziz avait une intelligence visionnaire qui lui a permis de diriger pendant près de quatre décennies le ministère de l'Intérieur de son pays. Acteur-clé dans la politique au Moyen-Orient, le Royaume d'Arabie saoudite a toujours entretenu d'excellentes relations avec Genève. Cela s'est exprimé notamment grâce à la présence du prince héritier sur le sol de notre cité, ainsi que celle de feu le roi Fahd bin Abdul Aziz al-Saoud.

Le Conseil d'Etat a tenu à assurer les représentants du Royaume d'Arabie saoudite à Genève de sa profonde compassion dans l'épreuve qui frappe ce pays et a souhaité exprimer la haute estime dans laquelle il tenait le prince héritier, ami fidèle de la Suisse et de la Genève internationale.

Région transfrontalière

Le Conseil d'Etat s'engage en faveur de la construction de l'agglomération

A la veille de la signature du projet d'agglomération franco-valdo-genevois de deuxième génération, le 28 juin 2012, le Conseil d'Etat réitère son engagement en faveur d'une région dynamique et prospère pour l'ensemble de ses habitants. Il souhaite prioritairement développer et améliorer les infrastructures, en particulier de transports, qui concourent au développement durable du Grand Genève.

Les autorités genevoises souhaitent contribuer au développement d'infrastructures sur sol français et concourant au bien être de l'ensemble de la population de notre agglomération, tels que les parkings relais, trams, diminution des nuisances de circulation, de bruit, de pollution de l'air et d'embouteillages.

Ces participations, conjointes aux financements des Etats français et suisses, seront établies sur une base paritaire entre les collectivités locales genevoises et françaises. Pour la partie genevoise, elles feront chacune l'objet de projets de lois soumis à l'approbation du Grand Conseil.

En privilégiant ainsi une logique et une dynamique d'agglomération, le Conseil d'Etat entend contribuer à dessiner durablement et efficacement les contours de la région dont Genève est le cœur.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat, DARES,
☎ 022 546 88 00.*

Félicitations adressées à M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat élu



Le Conseil d'Etat a adressé ses vives félicitations à M. **Pierre Maudet** suite à son [élection, dimanche 17 juin](#), à la fonction de conseiller d'Etat de la République et canton de Genève. Le gouvernement a tenu à lui faire part de tous ses vœux de réussite dans l'accomplissement de son nouveau mandat et se réjouit de pouvoir compter sur son apport au sein du collège.

M. Maudet prendra ses fonctions le vendredi 29 juin, immédiatement après avoir prêté serment devant le Grand Conseil dans le cadre d'une séance extraordinaire du parlement cantonal.

Initiative pour la suppression des allègements fiscaux : pour une invalidation partielle et un rejet du texte au profit d'un contreprojet

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport à l'attention du Grand Conseil sur la recevabilité et la prise en considération de l'[initiative populaire 150 « Pas de cadeaux aux multinationales : initiative pour la suppression des allègements fiscaux »](#). Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de procéder à l'invalidation partielle de l'initiative. S'agissant de la partie valide du texte, le Conseil d'Etat préconise son rejet au profit d'un contreprojet (voir [présentation](#)).

Une disposition transitoire contraire au principe de non-rétroactivité

Si l'initiative respecte l'unité de la matière, de la forme et du genre, la disposition transitoire qu'elle prévoit est contraire au droit supérieur. Selon celle-ci, les allègements fiscaux accordés aux entreprises seraient en effet remis en question dès l'année suivant l'éventuelle acceptation de l'initiative. Or, ces allègements sont accordés par une décision du Conseil d'Etat pour une durée de plusieurs années (dix ans au maximum). Une suppression immédiate des allègements accordés violerait les engagements pris par l'Etat et contreviendrait au principe de non-rétroactivité des lois. Le Conseil d'Etat propose donc au Grand Conseil d'invalidiser la disposition transitoire.

Un instrument nécessaire pour le développement maîtrisé du canton

Sur le fond, le Conseil d'Etat rejette l'IN 150 parce qu'elle ôte à la promotion économique l'un des principaux moyens dont elle dispose pour développer et diversifier l'économie du canton. Le Conseil d'Etat rappelle que l'imposition des entreprises est élevée à Genève. Si l'on tient compte de l'impôt sur le bénéfice, de l'impôt sur le capital et de la taxe professionnelle communale, elle représente une charge effective moyenne de l'ordre de

29%. Notre canton se trouve donc actuellement dans une situation de fort désavantage concurrentiel par rapport à de nombreux cantons suisses et à plusieurs Etats étrangers.

Depuis 1981, les allègements fiscaux ont été utilisés à la fois pour soutenir la création d'entreprises locales et l'implantation d'entreprises étrangères. Les statistiques présentées dans le rapport montrent que plus de la moitié des entreprises (103 sur 180, soit 57%) ayant bénéficié d'allègements depuis 1995 avaient leur centre de décision en Suisse. Les allègements destinés à favoriser la création d'activités industrielles à Genève représentent près d'un quart (23,9%), soit une proportion proche de celle des quartiers généraux de multinationales (27,8%). Les autres allègements concernent soit des jeunes entreprises innovantes (*start-up*), soit des entreprises actives dans les services, avec une dominante du secteur télécommunication et systèmes d'information. Il est également relevé qu'entre 2002 et 2011, le Conseil d'Etat a accordé en moyenne 5,7 allègements par année et qu'aujourd'hui, quarante entreprises seulement sont au bénéfice d'allègements.

Le Conseil d'Etat souligne d'autre part que l'initiative en question survient dans un contexte particulièrement inapproprié. La persistance de la crise des dettes souveraines en Europe et le « franc fort » font craindre une longue période de morosité économique, pendant laquelle Genève aura besoin d'un outil d'incitation fiscale pour favoriser la création et l'implantation d'entreprises.

S'ajoute à ceci la remise en cause par l'Union européenne des statuts fiscaux cantonaux, qui va faire l'objet de négociations entre Berne et Bruxelles. La suppression prévisible de ces statuts (à ne pas confondre avec les allègements) contraindra notre canton à trouver une solution « euro-compatible » susceptible d'assurer le maintien à Genève d'un millier de sociétés employant plus de 20'000 salariés. Il en découlera inévitablement une diminution des revenus fiscaux. Le rôle futur des allègements fiscaux en tant qu'instrument de développement et de diversification est fortement lié à l'issue de cet important dossier. Il est donc aujourd'hui prématuré et périlleux de renoncer à toute forme d'allègements fiscaux.

Un contreprojet pour adapter l'outil des allègements aux priorités

Le Conseil d'Etat est néanmoins sensible à certains arguments avancés par les initiants. Ainsi, les efforts importants qui ont été engagés depuis les années 1990 pour faire venir à Genève des quartiers généraux de multinationales ont permis de donner à l'économie cantonale un souffle nouveau après une longue phase de crise, ainsi que de rééquilibrer une structure économique fortement dominée par le secteur bancaire et financier à travers le développement d'un nouveau pilier robuste et florissant. Le Conseil d'Etat estime toutefois que ce secteur d'activité a aujourd'hui atteint sa maturité au plan local et qu'une poursuite de son développement serait susceptible de conduire à une nouvelle forme de « monoculture ».

Le gouvernement préconise donc la voie d'un contreprojet à l'IN 150, visant à ancrer dans la loi certains axes de la politique menée actuellement. Le contreprojet devrait permettre d'assurer que les allègements sont utilisés pour diversifier utilement le tissu économique genevois. Il visera à recentrer l'outil des allègements sur les entreprises qui développent localement une production industrielle innovante ou une activité à forte composante de recherche et développement, ainsi que sur la promotion des activités de pointe, en particulier dans le domaine des *biotech* et des *cleantech*.

Un contreprojet permettrait en outre de préciser dans la loi les critères d'octroi des allègements, en particulier la diversification du tissu économique local, l'innovation, la formation, le développement durable, le respect des conventions collectives de travail et, bien entendu, la création d'emplois locaux. Le contreprojet ancrerait enfin dans la loi les règles actuelles de suivi et de surveillance des allègements accordés (devoir d'information des bénéficiaires, contrôles à mi-parcours, clause de remboursement des impôts en cas de non-respect des engagements pris).

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Administration cantonale : succès du programme de gestion des absences de courte durée

Le Conseil d'Etat a approuvé le [rapport d'évaluation final](#) du programme de gestion des absences de courte durée au sein de l'Etat. Ce projet lancé en 2008 repose sur une harmonisation du processus de gestion des absences inférieures à un mois.

Tous les cadres avec responsabilité d'équipe ont reçu une formation de trois jours visant à leur apprendre à gérer, sans les juger, les absences de courte durée. Les collaborateurs/trices absent-e-s doivent désormais avertir systématiquement leur supérieur hiérarchique afin que celui-ci puisse réorganiser au mieux le travail de l'équipe. Lorsqu'une personne revient au travail après une absence d'une durée significative, elle bénéficie d'un entretien avec son responsable hiérarchique, qui l'informe des changements intervenus entretemps. Si une personne est absente plus de quatre fois en douze mois, un bilan est effectué entre l'intéressé-e et son supérieur hiérarchique. Lorsqu'un-e collaborateur/trice atteint six absences en une année, une analyse plus détaillée est effectuée par les responsables des ressources humaines départementaux. Ceux-ci veillent à ce que ces règles soient appliquées de façon uniforme.

Le rapport d'évaluation indique que l'annonce systématique des absences a favorisé la confiance et le dialogue. Le fait qu'elles soient l'objet d'un suivi plus attentif tend à réduire le risque d'absence parmi les autres collaborateurs/trices. Les tableaux de bord mis en place et la transparence du système permettent à chaque responsable hiérarchique d'évaluer la situation de son équipe et, si nécessaire, de prendre des mesures adéquates. La gestion des ressources humaines dispose de données objectives qui facilitent l'allocation des ressources et la prise de décisions.

Ce projet a permis de faire passer le nombre annuel de journées d'absences de courte durée de plus de 105'000 en 2008 à moins de 94'000 en 2011, soit une baisse de 11% en trois ans. Les 11'210 journées de travail ainsi préservées correspondent à un montant annuel de 3,27 millions de francs, nettement supérieur au coût du projet de 2 millions de francs. L'objectif qui consistait à contenir la hausse de l'absentéisme global a été atteint, car ce taux est resté de 4,6% entre 2008 et 2011. La baisse significative des absences de courte durée a en effet été compensée par une légère hausse des absences de longue durée, dont le volume est plus important. Ces absences de longue durée font l'objet, depuis juin 2011, d'un second volet du programme qui devrait permettre de réduire l'absentéisme global. Ce second volet fera l'objet d'une évaluation au terme d'une phase pilote de trois ans.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 327 59 61.

Premier feu vert au barrage de Conflan

Le Conseil d'Etat a pris acte du [rapport de faisabilité environnementale](#) du projet de barrage de Conflan élaboré par le comité de pilotage interdépartemental, institué par arrêté du 26 mai 2010. Le projet de barrage de Conflan est inscrit au [programme de législation 2010-2013](#) du Conseil d'Etat.

Le rapport confirme que cet ouvrage prévu sur la frontière franco-suisse du Rhône à Chancy et Pougny est indispensable, car il permettra de produire durablement et localement l'équivalent de 5% de l'énergie consommée dans le canton, soit la consommation annuelle de 40'000 ménages. Il pourra ainsi se substituer à une partie des importations d'électricité.

Cette future production locale d'électricité est complémentaire de la politique en matière d'économie d'énergie menée depuis plusieurs années par le canton. Elle répond également à la nouvelle politique énergétique fédérale, qui vise l'abandon du nucléaire.

Le rapport de faisabilité conclut en outre que les impacts paysagers et écologiques du projet d'aménagement hydroélectrique peuvent être maîtrisés. En particulier, ces derniers peuvent pour partie être compensés par des aménagements de substitution améliorant le fonctionnement écologique de certains milieux dans le périmètre du projet.

Sur la base de ces conclusions, le Conseil d'Etat a décidé de soutenir ce projet auprès des autorités fédérales et françaises concernées. S'agissant d'un ouvrage transfrontalier, il demande par ailleurs à l'autorité directrice – l'Office fédéral de l'énergie – d'entamer les négociations avec l'Etat français afin de coordonner et d'adapter les procédures et plannings nécessaires à la réalisation de ce projet.

*Pour toute information complémentaire : Mme Karine Salibian Kolly, secrétaire générale adjointe, DIM,
☎ 022 327 96 06, ou M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie (ScanE), DSPE, ☎ 022 327 93 64.*

Le Groupe de confiance étend ses activités à l'office cantonal des assurances sociales

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à la demande de l'office cantonal des assurances sociales d'adhérer au dispositif du [Groupe de confiance](#) dès le 1^{er} juillet 2012.

Le Groupe de confiance a été mis sur pied suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2009, du [règlement relatif à la protection de la personnalité](#). Cette structure est constituée de spécialistes de la gestion des conflits sur le lieu de travail. Afin de garantir son indépendance, elle est rattachée administrativement à la chancellerie d'Etat et répond directement devant le président du Conseil d'Etat.

Tout membre de la fonction publique peut s'adresser à cette structure en cas de conflit sur son lieu de travail ou s'il s'estime victime de harcèlement psychologique ou sexuel. Les membres du Groupe de confiance entendent les personnes ayant fait appel à lui, évaluent les situations et peuvent mener, sur plainte, des investigations afin d'établir les faits. Les entretiens sont marqués du sceau de la confidentialité. Le Groupe de confiance intervient souvent par voie de médiation et propose des solutions pour que cessent les atteintes à la personnalité. Les hiérarchies peuvent également requérir l'intervention du Groupe de confiance.

Le Groupe de confiance offrait jusqu'à présent ses prestations au personnel de l'administration cantonale incluant le secrétariat général du Grand Conseil, ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de l'Hospice général, des Etablissements publics pour l'intégration, de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile et de l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance.

A partir du 1^{er} juillet prochain, les quelque 340 collaborateurs/trices de l'office cantonal des assurances sociales pourront également bénéficier des prestations de cette structure.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sophie De Weck, responsable du Groupe de confiance,
☎ 022 546 66 90.*

Développement immobilier de Lancy – Pont-Rouge : promesse de vente de terrains CFF à l'Etat de Genève

L'Etat de Genève et les CFF ont convenu des modalités de développement de la zone « logements » du projet immobilier Pont-Rouge. Ils se sont entendus sur une promesse de vente des terrains des CFF à l'Etat de Genève, qui prendra en main dès fin 2014 le développement de quelque 600 logements dans la zone.

Le projet prévoit de créer 600 logements et une école sur les coteaux de Lancy, à proximité de la nouvelle gare CEVA de Lancy – Pont-Rouge. Il compte aussi un secteur d'activité mixte entre la gare de triage de la Praille et le carrefour de l'Etoile.

La loi modifiant les zones à Lancy – Pont-Rouge et les deux plans localisés de quartier (PLQ) sont entrés en force début 2012. Cela permet donc l'engagement de la planification des quartiers autour de la future gare Lancy – Pont-Rouge.

L'Etat de Genève a décidé d'acquérir environ 60'000 m² de terrain appartenant aux CFF en vue de réaliser les 600 nouveaux logements. Cette cession est prévue à fin 2014 en raison des nombreuses occupations provisoires actuelles, avec notamment le chantier du CEVA, qui occupe une partie du terrain. L'Etat de Genève et pour partie la Ville de Lancy prévoient de commencer les travaux fin 2015 et les logements devraient être terminés en étapes fin 2017 et fin 2018. Les CFF et l'Etat poursuivent leur collaboration avec l'objectif d'une réalisation d'une bonne partie des bâtiments et des espaces extérieurs au moment de la mise en service de la ligne CEVA.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67, ou M. Frédéric Revaz, service de presse des CFF, ☎ 051 220 43 43.

Adoption d'un nouveau règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement d'application de la [loi sur les indemnités et les aides financières \(LIAF\)](#). L'objectif de ce règlement est de définir précisément le cadre d'une pratique uniforme et transparente au sein de l'administration en ce qui concerne l'octroi d'indemnités ou d'aides financières. Sa précédente version datant de 2006, il est apparu nécessaire de réviser certaines de ses dispositions techniques afin d'en faire un outil plus pratique qui tienne compte de l'expérience accumulée dans l'application de la LIAF durant ces cinq dernières années.

La nouvelle version du règlement corrige des imprécisions et détaille certaines dispositions de la loi pour lesquelles des clarifications s'avéraient utiles telle, par exemple, la disposition relative au traitement des bénéficiaires et des pertes des entités subventionnées. Par ailleurs, certaines dispositions jusqu'alors contenues dans des directives du Conseil d'Etat ont été remontées au niveau réglementaire. Il s'agit notamment de celles comprises dans la directive sur la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités paraétatiques.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Pagella, secrétaire général adjoint, secrétariat général, DARES, ☎ 022 546 88 19.

Approbation des modifications du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé des modifications du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève portant sur les articles 64, 125 al. 3 et 130. En substance, ces modifications ont pour objet :

- la gestion des questions orales posées aux magistrats lors des séances du Conseil municipal, en contenant la durée dévolue à celles-ci (art. 64). Le temps de réponse du Conseil administratif n'est désormais plus déduit des 30 minutes dévolues aux questions orales. Par le biais d'une remarque, le Conseil d'Etat rappelle en outre que le Conseil administratif n'est jamais obligé de répondre à une question ;

- les modalités de la prise de décision en commission : dorénavant, en cas d'égalité des voix, une proposition est considérée comme refusée (art. 125 al. 3). Auparavant, la proposition était considérée comme acceptée ;
- la suppression de l'élection de deux membres de la commission consultative des espaces verts et de l'environnement (art. 130), en accord avec la décision du Conseil administratif du 15 juin 2011 de dissoudre ladite commission.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service des communes, DIM,
☎ 022 546 72 40.*

Modification de la frontière Lancy-Onex



Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération du 26 avril 2012 de la commune de Lancy acceptant la modification des limites territoriales entre les communes de Lancy et d'Onex.



Suite à l'adoption par le Conseil d'Etat d'un plan localisé de quartier (PLQ) touchant les deux communes, le long de la route de Chancy, entre le chemin des Mouilles et le chemin du Pré-Longet (voir [point de presse du 29 octobre 2008](#)), la nécessité de procéder à une modification des limites territoriales est apparue afin d'éviter que la frontière politique coupe trois immeubles prévus dans le PLQ. Une délibération semblable a été prise par le Conseil municipal de la commune d'Onex lors de sa séance du 13 mars 2012.

Un projet de loi modifiant ces limites territoriales sera déposé par le Conseil d'Etat lorsque les communes concernées en feront la demande expresse.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
21 juin 11h45	13 ^e édition des Sélections des vins de Genève 2012	Cour de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	DIM	Denis Beausoleil ☎ 079 357 85 52
25 juin 18h00	Présentation à la presse du spectacle-maquette en 4D « Genève, une histoire sur mesure », suivi du vernissage	Maison Tavel 6, rue du Puits-St-Pierre 1204 Genève	DIM Ville de Genève	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
26 juin 12h15	Dédicace des effeuilles de la Vigne des Nations 2012	Chemin du Signal 1233 Bernex	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
5 juillet 18h00	Inauguration de l'exposition « Regards sur nos rivières »	Espace SIG du pont de la Machine, Genève	DIM	Leyla Caragnano Rosatti ☎ 022 546 76 14